

d'avoir pris une attitude négative et menaçante qui ne pouvait que nuire à nos intérêts.

Le ministre des Finances a officiellement nié les rapports de journaux que j'ai cités à cette occasion. Il se souvient, je pense, de les avoir niés très vigoureusement, employant des expressions comme «absurdité» et autres du genre.

L'hon. M. Chevrier: Ses épithètes habituelles.

M. McIlraith: Je peux donner au ministre le renvoi précis, s'il le désire. Ce qui importe, c'est qu'ayant pris cette position à l'égard des rapports qui étaient doux en comparaison de ce qu'on raconte actuellement au sujet des positions des deux ministres, le ministre reprend encore l'offensive lorsque l'affaire est soulevée, pour répudier les articles et les comptes rendus de journaux à ce sujet. Mais, cette fois-ci, nous avons le texte même du discours, ou une partie du discours du ministre du Commerce. Je crois qu'on a admis que le passage du discours que la *U.P.I.* a publié est exact. Je veux parler de cette partie du texte qui appuie les rapports, et la publication de ce texte semble être le fondement de la plupart des rapports. C'est de cette question que je veux traiter ce soir.

Toute cette question, je pense, a été sortie de son contexte, dans l'exposé que le ministre des Finances a fait cet après-midi. Le premier ministre du Royaume-Uni, en Chambre des communes de Grande-Bretagne, le 31 juillet, a dit quelque chose à ce sujet. Je pense qu'il faudrait le citer pour se mettre dans l'atmosphère dans laquelle la conférence s'est déroulée.

On pourra trouver le passage que je veux citer dans le hansard de la Chambre des communes de Grande-Bretagne ou dans le bulletin de l'Association européenne de libre-échange, numéro d'août et septembre 1961, page 7. Voici le passage en question:

Je crois qu'il est de notre devoir et dans notre intérêt de contribuer à établir cette puissance en créant l'unité la plus étroite possible au sein de l'Europe. En même temps, si des rapports plus étroits entre le Royaume-Uni et les pays de la Communauté économique européenne devaient rompre les liens historiques qui existent entre le Royaume-Uni et les autres pays du Commonwealth, la perte serait plus grande que le gain.

Le Commonwealth est une grande source de stabilité et de force tant pour l'Europe occidentale que pour le monde en général, et je suis sûr que les gouvernements membres de la CEE en apprécient pleinement la valeur. Je ne pense pas que l'apport de la Grande-Bretagne au Commonwealth sera réduit du fait que l'Europe s'unit. Au contraire, sa valeur en sera rehaussée.

Voilà l'attitude que le premier ministre du Royaume-Uni a prise dans le rapport qu'il a présenté à son Parlement avant la conférence. Il ne fait pas de doute, je pense, que son

opinion du Commonwealth, savoir qu'il est une grande source de stabilité et de force tant pour l'Europe occidentale que pour le monde en général, est juste. Je pense que tous les membres de cette Chambre sont entièrement de cet avis. Mais ce qui est arrivé, c'est que le ministre des Finances et son collègue ont adopté une position qui est nuisible au Commonwealth, et ils ont...

L'hon. M. Fleming: Pardon?

M. McIlraith: J'ai dit, monsieur le président, que les ministres ont, à Accra, adopté une position qui est nuisible au Commonwealth.

L'hon. M. Fleming: C'est ridicule!

M. McIlraith: Ils n'en avaient peut-être pas l'intention, mais c'est le résultat inévitable de la thèse qu'ils ont soutenue.

L'hon. M. Fleming: Non!

M. McIlraith: On me permettra peut-être de développer ma pensée. Je n'accuse pas les honorables vis-à-vis de l'avoir fait de propos délibéré. Je les accuse de l'avoir fait...

L'hon. M. Pickersgill: Par ignorance.

M. McIlraith: J'allais employer un mot plus modéré et dire que le dommage causé est peut-être la conséquence logique de l'attitude adoptée et de la méthode employée pour faire face à la situation et expliquer le point de vue du Canada. A cet égard, j'invite les deux ministres en cause à étudier les observations faites par le premier ministre du Canada pendant leur absence du pays, lorsque la Chambre a entendu parler de leurs déclarations. Ils verront qu'il y a une profonde divergence entre les points de vue exprimés ici—une profonde différence entre ce que le premier ministre a déclaré alors en réponse à des questions quoique, naturellement, le très honorable représentant n'a pu dire que quelques mots—et ce que les deux ministres nous ont déclaré aujourd'hui.

Le bulletin d'août-septembre 1961 de l'Association du libre-échange européen renferme une série de commentaires sur la décision de l'Angleterre de demander son admission dans la Communauté économique européenne. On y lit l'opinion d'un certain nombre de journaux bien connus et tous sont unanimes à approuver l'attitude du Royaume-Uni. Par exemple, nous en trouvons une approbation dans des journaux comme le *Times* de New-York, *Les Échos* de Paris, le *Frankfurter Allgemeine* et le *Journal* de Genève. Tous ces journaux abordent le problème d'une façon constructive. La façon canadienne de l'aborder est totalement différente et, sans répéter les arguments avancés en faveur de